

La démographie en Algérie ; Bilan et situation

MAZAZI Younes
Maitre Assistant
Faculté des lettres, Université Saad Dahleb

Résumé

L'objet de cet article est la mise en évidence des différents changements démographiques ayant affecté la société Algérienne durant les trente dernières années. L'évolution de l'effectif de la population, sa croissance, sa structure, l'évolution de la mortalité générale ; la mortalité infantile, la mortalité maternelle, l'espérance de vie, la natalité, la nuptialité et les perspectives de population sont les principaux sujets abordés dans cet article.

ملخص

إن التأثير المتبادل بين المتغيرات السوسيو-ديمغرافية و المتغيرات الاقتصادية قد أصبح واضحا و لكن الملاحظ على المستوى النظري أن النقاش ما زال مفتوحا حول أساليب التعرف على المتغيرات و الاتجاهات النقدية ثم الأهمية الكمية لهذه التأثيرات. لفهم الواقع السكاني لابد من توفير معطيات جيدة و دقيقة فهذه ضرورية لتحليل التغيرات التي مست المجتمع. عرفت الجزائر خلال القدر الأخير تغيرات كثيرة لظواهرها السكانية المتمثلة في انخفاض الخصوبة و الوفيات و الزواج.

Introduction

La démographie a pour objet l'étude des populations aussi bien sous l'angle quantitatif que qualitatif. Elle est définie comme: "l'application des méthodes statistiques à l'étude des populations ou, plus généralement des sociétés humaines". (ALAOUI (M) p.13).

En deux décennies, le rythme d'accroissement de la population a été considérablement ralenti; de même, les attitudes et les comportements en matière de procréation ont connu des modifications importantes, générant de nouveaux modèles de nuptialité et de fécondité. L'accélération de la transition

démographique observée au cours de la décennie 90, s'inscrit dans un contexte économique, social et politique marqué également par de profondes mutations.

1.- Evolution de la population

La population algérienne a été estimée à 34.4 millions habitants au 1^{er} janvier 2008, soit un excédent de population de l'ordre de 5.1 millions de personnes par rapport à 1994. La décennie 90 est marquée par une accélération de la transition démographique amorcée en 1986.

S'agissant du taux d'accroissement naturel; la réduction a été de 30 % environ au cours de la décennie écoulée, en passant de 2,17 % en 1994 à 1,47 % en 2000. Ce taux fluctue actuellement autour de 1,86 % en 2007).

Le quatrième recensement de population et de l'habitat, réalisé en 1998, a confirmé la baisse de la natalité observée (20,58 p.1000) à travers les données de l'état-civil et par là le caractère structurel de la transition démographique, amorcée en 1986. Actuellement le taux brut de natalité (TBN) est de 22,2 pour mille en 2007 (MSP, 2008).

2- Structure de la Population

La récente évolution des paramètres démographiques a fait que la structure de la population de l'année 2006 est plus proche de l'hypothèse haute des projections de la population établies en 2004. En 2007, cette structure reste caractérisée par un poids de plus en plus important de la population en âge d'activité dont la part avoisine les 2/3 de l'ensemble de la population (64,80 %). Les personnes de moins de 15 ans représentent 27,78 % de l'ensemble de la population algérienne et les 60 ans et plus, 7,43 % de ce même ensemble (ONS, n°471).

Tableau n° 01 : Evolution de la structure de la population (en proportions)

(Niveau national, 2000-2007)

Groupes d'ages	2000	2003	2007
Moins de 15 ans	34,02	30,72	27,78
15-59 ans	59,28	62,22	64,80
60 an et +	6,70	7,06	7,43
Total	100	100	100

Source : MSP, Situation sanitaire et démographique,

juillet 2008.

En conséquence, le profil de la pyramide des ages est modifiée par un rétrécissement de la base (avec une diminution conséquent de la part des moins de cinq ans estimée à 9.84 % en 2004 contre 16.6% au recensement de 1987). Pour rappel, cette proportion était de l'ordre de 18.8% en 1977 et de 19.7% en 1966. Enfin, la population féminine en âge de procréer est estimée à 9,8 millions. (ONS, n°471).

3- Les déterminants de l'accroissement démographique

3.1- Natalité

La baisse de la natalité a été significative dès 1986 et plus accentuée au cours de la décennie 90, notamment à partir de 1994. L'infléchissement du taux de natalité dépasse en effet 5% par an entre 1994 et 2000, contre 2% par an entre 1986 et 1994. Le taux de natalité est passé de 28,98 pour mille en 1994 à 19,36 pour mille en 2000 (baisse de 10 points), pour se situer à 22,2 pour mille en 2007 (MSP, 2008, p.9).

Tableau n° 03 : Evolution des taux de natalité et des naissances vivantes (1986-2007)

Années	Taux de natalité p.1000	Effectif des naissances
1986	34,73	764 537
1990	30,94	775 000
1995	25,33	711 000
1998	21,33	617 000
2000	19,36	589 000
2002	19,68	617 000
2004	20,67	669 000
2006	22,07	739 000
2007	22,2	783 000

Source : MSP, Situation démographique et sanitaire, juillet 2008.

En 2007, 783 000 naissances ont été déclarées à l'état civil contre 669 000 en 2004. La tendance observée ces dernières années s'est poursuivie en 2006. Le volume des naissances vivantes continue d'augmenter. Son accroissement annuel est de 5%. L'arrivée d'un nombre important de femmes aux âges de reproduction et l'augmentation du nombre de mariages sont probablement à l'origine de l'accroissement des naissances, observé en 2004-2007. Ainsi, le Taux Brut de Natalité (TBN) a dépassé le seuil des 22 pour mille en 2007 (MSP, 2008). (Voir Tab. N° 08)

L'augmentation des effectifs de naissances, est liée à un ensemble de facteurs, d'une part à une amélioration de l'enregistrement à l'état civil, et d'autre part à l'amélioration des conditions sanitaires et la hausse du nombre de mariages (Voir Tab n° 08).

3.2- Santé de la reproduction et planification familiale

La contribution de la contraception et du recul de l'âge au mariage à la baisse de la natalité a été significative selon les

résultats des enquêtes réalisées (Papchil-1992, EASF 2002, MICS-2006). La prévalence de la contraception chez les couples en âge de procréation, toutes méthodes confondues, se situe actuellement à 62,5 % (2007) contre 57 % en 2002 (Enquête algérienne sur la santé de la famille (EASF-2002) et 50.9% en 1992 (Papchild-1992). A ce titre, il est à souligner que le nombre des contraceptantes s'élevé à 1.534 503 en 2007. (Pop-info, 2008, n°13).

3.3-Mortalité

3.3.1- Mortalité générale

La mortalité générale a connu à l'instar de la natalité, une réduction importante, de l'ordre de 50%, entre 1970 et 1986 avec un taux passant de 16,45 pour mille à 8.2 pour mille au cours de la période.

La tendance à la baisse s'est poursuivie au cours de la décennie 90. Le taux de mortalité générale estimé à 6,56 pour mille en 1994, 4,41 en 2002, se situe en 2007, à 4,20 décès pour mille habitants. La baisse sensible des niveaux de mortalité est liée en grande partie à la baisse de la mortalité infantile.

3.3.2 Mortalité infantile

Pour évaluer l'état sanitaire d'un pays, l'OMS et l'UNICEF recourent le plus souvent à l'indicateur de mortalité infantile.

La mortalité infantile a nettement régressé depuis l'indépendance. De 142 pour mille en 1970, elle était à 84.72 pour mille en 1980 pour atteindre 34.7 pour mille en 2002 et 26,9 en 2006 (ONS, 2006).

Cette régression s'est traduite par une réduction significative dans la structure totale des décès; la proportion des décès infantiles ne représente que 17 % en 2002, alors qu'elle avoisinait les 44 % en 1970 soit un recul de 27 points (M.BEDROUNI, 2007).

Tableau n° 04: Evolution des Taux de mortalité infantile par sexe (1992-2007)

Année	Taux de mortalité infantile p1000		
	Garçons	Filles	Ensemble
1992*	50,8	36,7	43,7
1998	38,7	36,0	37,4
1999	40,2	38,6	39,4
2000	38,4	35,3	36,9
2001	38,9	35,9	37,5
2002	36,1	33,3	34,7
2003	34,6	30,3	32,5
2004	32,2	28,5	30,4
2005	32,4	28,2	30,4
2006	28,3	25,3	26,9
2007	27,9	24,4	26,2

*: Données Papchild (1992)

1988-2007 : Données ONS 2007, n° 499.

Ces progrès sont liés à l'amélioration des conditions générales de vie des populations et plus particulièrement à l'intensification des programmes nationaux en direction de la mère et de l'enfant ciblant, tout particulièrement les zones défavorisées (MSP, 2000).

3.3.4-Mortalité maternelle

Le taux de mortalité maternelle a été estimé d'abord à travers l'enquête Mortalité et Morbidité Maternelle et Infantile (EMMI) en 1989 à 230 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes puis à travers l'enquête Papchild en 1992, à 215/100.000. En 1999, l'enquête nationale sur la mortalité maternelle menée en collaboration avec l'institut national de santé publique (l'INSP) a consisté en un recensement exhaustif de l'ensemble des décès des femmes en âge de reproduction enregistrés à l'état civil qui a permis d'estimer le taux de mortalité maternelle à 117 décès pour 100.000 naissances vivantes. En 2007, le taux de mortalité maternelle a été estimé à 88,9/100 000 selon les statistiques du ministère de la santé.(MSP, 2008).

Tableau n° 05 : Evolution du taux de mortalité maternelle p.100.000

Année	Taux de mortalité maternelle	Source de donnée
1989	230	Enquête EMMI
1992	215	Papchild-1992
1999	117	Enquête mortalité maternelle
2005	96,3	Ministère de la santé
2007	88,9	Ministère de la santé
Ministère de la santé : Situation démographique et sanitaire, juillet 2008		

Cette baisse, au niveau national, est liée à la fois à la réduction de la fécondité et à l'amélioration générale de la prise en charge de la grossesse et de l'accouchement que reflète l'augmentation du taux d'accouchement en milieu assisté (estimé à 91,2 % en 2002 (EASF-2002) contre 76 % en 1992. (Papchild-1992)

3.4. Espérance de vie à la naissance

L'espérance de vie à la naissance, qui constitue à la fois un indicateur de santé et de développement, a dépassé les 75 ans en 2006, soit un gain de plus de 20 années par rapport à 1970. L'espérance de vie est estimée à 74.6 ans pour les hommes et à 76.7 ans pour les femmes. La tendance universelle de longévité féminine est ainsi confirmée avec un écart de 1.9 ans par rapport aux hommes (ONS, données statistiques, n° 471).

Tableau n° 06 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (2002-2007)

Sexe	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Femmes	72.5	72.9	73.9	73.6	74.6	74.7
Hommes	74.4	74.9	75.8	75.6	76.7	76.8
Ensemble	73.4	73.9	74.8	74.6	75.7	75.7

Source : ONS, Données statistiques, 2007, n° 499.

3.5- Nuptialité

Le schéma général de la nuptialité a connu au cours des dernières années des modifications profondes. Si les comportements matrimoniaux ont été caractérisés par une précocité et une forte intensité du mariage jusqu'aux années 80, un recul très important de l'âge moyen au premier mariage est enregistré depuis. Selon les résultats de l'enquête Papfemme-2002, l'âge moyen au premier mariage est estimé à 33.0 ans, chez les hommes et à 29.6 ans, chez les femmes. (CIPD+10, p.21).

Tableau n° 07 : Evolution de l'âge moyen au premier mariage selon le sexe

Sexe	1966	1970	1977	1987	1998	2002
Femmes	18.3	19.3	20.9	23.7	27.6	29.6
Hommes	23.8	24.4	25.3	27.7	31.3	33.0

Source Ministère de la santé, Rapport National CIPD+10, 2003 p.21

Concernant les taux bruts de nuptialité estimés à partir des actes de mariages enregistrés à l'état civil, il y a lieu de noter qu'au cours des dernières années, une légère hausse est observée. Pour la première fois, depuis plus d'une vingtaine d'années, le taux de nuptialité a dépassé 6 pour mille (6,97 pour mille avec 218 620 mariages en 2002 contre 5,6 pour mille en 1985 avec 123 688 mariages). Il convient de souligner que la hausse observée est liée,

en sus de l'amélioration de l'enregistrement des mariages à l'état civil, en grande partie à l'effet de la structure par âge avec l'arrivée des femmes en en âge de reproduction. Cette hausse est confortée ainsi par le phénomène de récupération des mariages reportés durant la décennie 90, et ce à suite à l'amélioration des conditions et au développement de programmes d'habitat sous ses différentes formes (EPLF, AADL et LSP). (CIDP+10, p.21)

Tableau n° 08 : Evolution du taux brut de nuptialité et du nombre de mariages (1998-2007)

Années	Taux de nuptialité p.1000	Nombre de mariages
1998	5,36	158 298
2000	5,84	177 548
2002	6,97	218 620
2003	7,55	240 463
2004	8,27	267 633
2005	8,30	279 548
2006	8,82	295 295
2007	9,55	325 485

Source : ONS, Données statistiques, 2007, n° 499.

Les informations fournies par l'état civil montrent que 325.485 mariages ont été déclarés en 2007 contre 295 295 en 2006, d'où un taux brut de nuptialité de 9.55 pour mille (ONS, n° 499).

La proportion des femmes célibataires a augmenté et les écarts évidents entre les deux sexes au début de la décennie ont été considérablement réduits. La part des femmes célibataires aux âges de la reproduction, entre 15 et 49 ans, a plus que doublé en passant de 27,9% en 1977 à 49,58% en 1998 pour atteindre 55,03% en 2002. (CIDP+10, p.22)

4- Evolution future de la population Algérienne

A partir des résultats du quatrième recensement de la population et de l'habitat réalisé en 1998, de nouvelles projections

ont été élaborées par l'Office National des Statistiques en 2004 en intégrant les données les plus récentes disponibles, traduisant la décline démographique observée.

Tableau n° 09: Evolution de la population algérienne à l'horizon 2020 selon

Année 2000	L'hypothèse moyenne (ONS 2004)		%
	Total	Effectifs (milliers)	
Population totale	Hommes	Femmes	%
0-4	15369	15048	100
6-14	1552	1481	9,97
20-59	3375	3247	21,77
16-59	7205	7115	47,08
60+	8706	8559	56,76
	1007	1062	6,80

Année 2010	Effectifs (milliers)		Total
	Hommes	Femmes	
Population totale	Hommes	Femmes	Total
0-4	17760	17404	100
6-14	1570	1516	8,77
20-59	2715	2607	15,13
16-59	10079	9870	56,73
60+	11515	11251	64,74
Année 2020	1326	1420	7,81
Population totale	Hommes	Femmes	Total
40552	20479	20073	100
0-4	1786	1724	8,66
6-14	2923	2825	14,17
20-59	11925	11634	58,10
16-59	13096	12768	63,78
60+	2026	2131	10,25

Source : ONS : Projections de la population, n° 106, Décembre 2004.
Source : Rapport national, CIPD+10, p.32.

Ainsi, les prévisions en matière de population indiquent, que la population totale s'accroîtrait de près de 10 millions de

personnes en l'espace de 20 ans, soit une évolution de 33,3 % avec un rythme d'accroissement annuel moyen de 1,4%. De 30,417 millions en janvier 2000, elle atteindrait près de 40,552 millions en janvier 2020. (CIPD+10, p 31)

Ces projections de population reflètent les implications directes de la transition démographique accélérée et ses répercussions sur la structure par âge de la population, avec une réduction importante des populations jeunes et une augmentation sensible des classes d'âges actifs.

Ainsi on observe, selon l'hypothèse moyenne retenue, que :
- l'augmentation des effectifs de la tranche d'âge des (20-59 ans) passant de 14,320 millions soit (47,1%) en 2000 à 23,559 millions en 2020, soit (58,1%), annonce un meilleur équilibre démographique, avec une répartition plus homogène des différentes classes d'âge et une réduction conséquente des catégories les plus jeunes.

- l'augmentation des effectifs des personnes âgées de 60 ans et plus, (plus de 1,5 millions), et leur part (+3,5%) à long terme (2020) révèle le vieillissement démographique progressif. (CIPD+10, p 31)

Les premiers résultats du cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2008) donné par l'ONS sont comme suit :. Le nombre d'algeriens résidant sur le territoire national est estimé à 34,8 millions d'habitants, dont trois (03) millions dans la capitale (Alger).

- Le nombre des ménages ordinaires et collectifs est évalué à 5 millions 776 mille 441, dont 71% résident dans les agglomérations chefs-lieux, 15,7% dans les agglomérations secondaires et 13 % en zone éparse.
- Le nombre des membres du ménage a atteint une moyenne de 9,5 individus alors qu'il était de 6,6 en 1998. Il est de 7,7 pour la population nomade.
- S'agissant de l'évolution du nombre des membres du ménage ordinaire et collectif, il est passé de 6,4 en 1998 à 5,8 en 2008 pour les agglomérations chefs-lieux, de 6,7 à

6,1 pour les agglomérations secondaires et de 7,2 à 6,4 pour les zones éparses.

- Les résultats du recensement mettent en évidence l'accroissement du parc immobilier occupé qui a augmenté de 28,5 % en comparaison avec l'année 1998. L'enquête a évalué le nombre de ces logements occupés dans les agglomérations chefs-lieux était de 3 millions 749 mille 768 en 2008, alors qu'il était de 2 millions 776 mille 642 unités en 1998.

Conclusion

En résumé, on peut dire que la démographie est l'étude des mutations humaines à un moment donné et dans leur évolution. Elle vise à décrire, analyser et expliquer les causes historiques, sociologiques, économiques ou naturelles des phénomènes démographiques.

La population est également un facteur primordial de la vie économique. Son importance et sa structure déterminent volontairement, dans une société donnée, la qualité du travail, le régime global de la demande et les éléments fondamentaux de l'équilibre de la croissance économique.

L'Algérie a connu de profondes mutations économiques et sociales à travers les phénomènes démographiques cités, c'est pour cela que l'Algérie a accordé une attention particulière au développement et à l'amélioration de la santé au secteur de la santé pour l'amélioration des conditions sanitaires de la population en générale et la protection de l'enfant.

Références

- AL- MOUJOUY Mamoune : *La Démographie*, Editions la Renaissance, 1994
- AL- MOUJOUY Mohamed : *La Démographie régionale en Algérie, analyses comparatives*, thèse de doctorat, Université de Blida, 2002
- AL- MOUJOUY Mamoune : *Eléments de réflexion pour une politique de population*, 1999, n°14.

- KOUAOUCI Ali : *Familles, Femmes et contraception*, Ceneap, 1992.

- Mahler H., (1981), « *Que signifie: la santé pour tous d'ici l'an 2000* ». Forum Mondial de la santé, 2 (1) : 5-26, OMS.

- Ministère de la Santé Publique, (1993), *La Santé au Maroc, Stratégie de développement*, 1999.

- Ministère de la Santé, (1989), *Enquête Nationale sur la Planification familiale, la Fécondité et la santé de la Population au Maroc (ENPS) 1987*, Rapport final sur l'enquête, 197 p.

- Ministère de la Santé, (1998), *Stratégie sectorielle de la santé*, document de travail inédit, 75 p.

- MSP : *Enquête Morbidité et Mortalité infantile*, 1989.

- MSP : *Enquête Algérienne sur la santé de l'enfant et de la mère*, 1995.

- MSP : *Politique nationale de population à l'horizon 2010*, janvier, 2000.

- MSP : *Enquête Algérienne sur la santé et la famille : Analyses Approfondies*, 2005.

- MSP : *Population et Développement en Algérie*, Rapport National, CIPD+10, 2003.

- MSP : *Bulletin d'information et de communication : Pop-Info*, juillet 2008, n°13.

- MSP : *Situation démographiques et sanitaire 2000-2007*, juillet 2008.

- OMS, (1978), *Les soins de santé primaires, Rapport de la Conférence internationale sur les soins de santé primaires*, Alma Ata (URSS), 6th sept. 1978. Rapport conjoint de l'OMS et du Fonds des Nations.

- ONS : *Données statistiques 2006*, n° 471.

- ONS : *Données statistiques 2007*, n° 499.

- ONS : *Quelques statistiques et indicateurs sociaux*, juillet 2007.

- ONS : *L'Algérie en chiffres*, 2006.

حصلة الاستثمار الأجنبي المباشر من الاستثمار المحلي خارج قطاع المحروقات (2002-2004).

المعطيات	الاستثمار الأجنبي المباشر.	الاستثمار المحلي.	نسبة الاستثمار الأجنبي (%)	عدد المشاريع.
		13533	2	271
المبالغ (مليار دينار).	268.205	977.538	27.43	
مناصب الشغل.	27692	258767	10.7	

Source: ANDI, dispositif d'encouragement de l'investissement, 2005, p:16.

الختامة:

من المعروف أن الاستثمار الأجنبي المباشر عادة ما يترك آثارا في مجملها إيجابية على اقتصاد الدول المستضيفة له، والاقتصاد الجزائري لا يمثل استثناء عن ذلك. لذا فتحليل أثر الاستثمار الأجنبي المباشر يعد أمرا مبررا، ذلك أن تجربة الانفتاح على رأس المال الأجنبي لم تترسخ بعد، ثم إن معظم الاستثمارات تتركز في قطاع المحروقات الذي يعد القاطرة التي تقود الاقتصاد الوطني ويفسر معظم النمو المحقق، ولا يعد تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر المسجل في الجزائر مؤشرا يعكس نمو الاقتصاد الوطني، وقد تنعكس الصورة في حالة تأزره مع نمو الاستثمار المحلي.

وتبقى قدرة الجزائر على استقطاب المزيد من الاستثمارات الأجنبية المباشرة وآثارها المتوقعة على النمو مرهون بالقدرة على الترويج للأفكار والفرص الاستثمارية لتسليط الضوء على ما هو متاح من مشروعات جديدة بالاستثمار وذلك في سبيل تهيئة المقدرات الاقتصادية وتوسيع القاعدة الإنتاجية، إضافة إلى تنويع الشركاء الاقتصاديين والاستفادة من إمكانياتهم وخبراتهم.

المراجع:

- 1- التعمير الخارجي المباشر FDI، مؤتمر الاستثمار والتمويل، المنظمة العربية للتنمية الإدارية، 2006.
- 2- حسان خضر، الاستثمار الأجنبي المباشر - تعاريف وقضايا، المعهد العربي للتخطيط، مجلة جسر التنمية العدد 33 سبتمبر 2003 السنة الثالثة.

3- مجدي الشوريجي، أثر الاستثمار الأجنبي المباشر على النمو الاقتصادي لدول MINA، مداخلة في الملتقى العلمي الدولي الثاني حول إشكالية النمو الاقتصادي في دول MINA، 14-15 نوفمبر 2005، فندق الأوراسي الجزائر.

4- Abdelhak LAMIRI, Crise de l'économie Algérienne, les presses d'Alger, mars 1999.

5- UNCTAD : rapport de l'investissement international, 2004, 2005, 2006.

6- www.unctad.org.

7- www.andi.dz.

8- www.amf.org.ae.

الجدول رقم (10):

تطور معدل الادخار الوطني وحجم الاستثمار كترام خام من GDP خلال الفترة (2005-1999).

السنة	2000	2001	2002	2003	2004	2005
معدل الادخار الوطني	41.3	40.2	42.9	43.6	46.8	52.5
حجم الاستثمار كترام خام	20.7	22.7	24.4	24.0	24.1	23.9

المصدر: وزارة المالية " المؤشرات الاقتصادية للجزائر للفترة 2005-1999 " .

يتبين لنا من خلال هذا الجدول أن معدلات الادخار الوطني في تزايد مستمر خلال الفترة (2005-1999) بمتوسط قدره 42.3%، وهي نسب مرتفعة تساهم في تطوير الاستثمار المحلي، وذلك بعد دخول الاستثمار الأجنبي المباشر الذي يجلب معه تكنولوجيا متطورة تعمل على بعث دفعة قوية للاستثمار المحلي بعامل التقليد و المحاكاة، ومنافسة الشركات الأجنبية، وهذا ما تعكسه نسبة حجم الاستثمار كترام خام من الـ GDP التي قدرت كمتوسط الفترة (2005-1999) بـ 23.45%. ويعكس ذلك سلسلة التدابير التي تم اعتمادها لإصلاح القطاع المالي والمصرفي، تضمنها قانون النقد والقرض 90-10 والأمر 03-11 المعدل والمتمم لقانون 90-10، وذلك لتطوير معدلات الادخار وبالتالي تطوير الاستثمار الإجمالي.

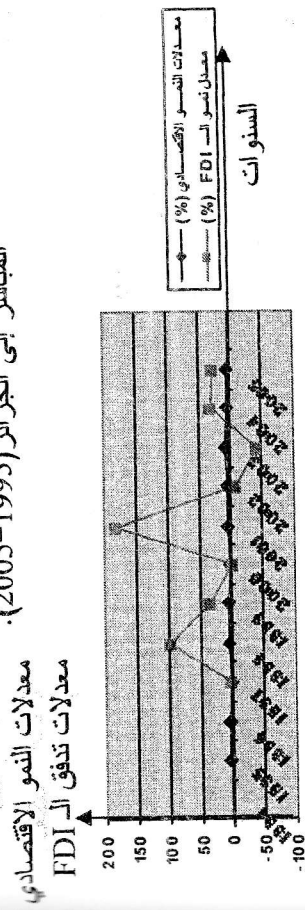
ويستعرض الجدول رقم (11) حصة الاستثمار الأجنبي المباشر من الاستثمار المحلي خارج قطاع المحروقات من حيث عدد المشاريع، المبالغ ومناصب الشغل خلال الفترة (2004-2002)، ويتبين لنا من خلاله أن نسبة الـ FDI من الاستثمار المحلي من حيث المبالغ مرتفعة حيث بلغت 27.43% وهذا دلالة على أن زيادة تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر يساهم في زيادة الاستثمار المحلي.

بالنسبة للـ GDP كانت هي الأعلى بمعدل بلغ 2.16%. وفي سنة 2003 أين سجل معدل النمو أعلى مستوى له تدهور تدفق الاستثمارات الأجنبية المباشرة إلى أدنى المستويات مسجلا معدل نمو سلبي بلغ 42.18%، رغم هذا بلغ حجم الاستثمار كترام خام من الـ GDP مستويات مرتفعة ظلت في حدود 24% خلال هذه الفترة مما يفسر زيادة الاستثمارات المحلية تحت تأثير زيادة نفقات التجهيز في ظل البرامج الملتن عنها لدعم النمو وإنعاش الاقتصاد الوطني (برنامج الإنعاش الاقتصادي 2001-2004، وبرنامج دعم النمو الاقتصادي (2005-2009).

ويوضح الشكل الموالي العلاقة بين معدلات نمو الناتج الداخلي الخام ومعدلات نمو تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر إلى الجزائر (1995-2005).

الشكل رقم (1):

العلاقة بين معدلات نمو الناتج الداخلي الخام ومعدلات نمو تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر إلى الجزائر (1995-2005).



المصدر: من إعداد الباحث بناء على الجدول رقم (3).

2.3. أثر الاستثمار الأجنبي المباشر على الاستثمار المحلي في الجزائر
منذ انفتاح الاقتصاد الوطني على الاستثمار الأجنبي، بقي معدل الاستثمار الإجمالي كنسبة من الناتج الداخلي الخام مستقرا عند 23.9% إلى غاية 2005. في حين قفز معدل الادخار من 28.7% سنة 1999 إلى 52.5% سنة 2005. والجدول التالي يوضح تطور معدل الادخار الوطني وحجم الاستثمار كترام خام من الـ GDP.

بين الجدول أن حجم الناتج الداخلي الخام عرف تطورات مهمة تعكس معدلات النمو المحققة خاصة خلال الفترة (2002-2005).

ارتفع حجم الناتج الداخلي الخام من حوالي 2005 مليار دينار سنة 1995 إلى 4124 مليار دينار عام 2000 محققا معدلات نمو متذبذبة تراوحت كمتوسط للفترة (1995-2000) 3.2%، وإن كانت جل هذه المعدلات ايجابية فقد ظلت دون المستويات المرجوة، هذا ما يتماشى مع تدفقات متدنية من الاستثمار الأجنبي المباشر لم تتجاوز 33 مليار دينار طيلة الفترة، وإن نمت بمعدلات مهمة خاصة عام 1998 و1999 (96.33%)، 33.75%)، سجلت سنة 1998 تضاعف في حجم الاستثمارات المستقطبة مقارنة بالسنة التي سبقتها (من 14.99 مليار دينار سنة 1997 إلى 29.43 مليار دينار عام 1998)، ونشير إلى أن هذه السنة سجلت معدل النمو الأعلى طيلة الفترة (1995-2000)، مقداره 5.1%، وحتى كنسبة من الناتج الداخلي الخام سجلت هاتين السنتين (1998-1999) أعلى نسبة للاستثمارات الأجنبية المباشرة بمعدل بلغ 1.04% من الـ GDP، وتعكس هذه التطورات النسبة المرتفعة لحجم الاستثمار كتراكم خام بالنسبة للـ GDP والتي قدرت بـ 24.4% عام 1999.

ويتوافق مع تراجع معدل النمو عام 2000 (2.2%) معدل نمو سلبي لتدفق الاستثمار الأجنبي المباشر إلى الجزائر (-2.34%)، وتراجع نسبته من الـ GDP إلى حوالي 0.7% كما يلاحظ أن حجم الاستثمار كتراكم خام من الـ GDP قد تراجع إلى أدنى مستوى له في حدود 20.7%. قد عرفت السنوات اللاحقة (2001-2005) طفرة في معدلات النمو المحققة بلغت أعلى مستوياتها عام 2003 بمعدل نمو بلغ 6.9%، كما عرفت تدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر طفرة خلال هذه الفترة مقارنة بالفترة السابقة وإن كانت معدلات نموها عرفت تذبذبا.

كان أهم تطور مسجل فيما يخص هذه التدفقات سجل عام 2001 الذي يظل أفضل سنة من حيث استقطاب الاستثمارات الأجنبية المباشرة بالنسبة للجزائر، تليها سنة 2002 وإن كانت سجلت معدل نمو سلبي لكن ظل حجم التدفقات المستقطبة مهما بلغ 84.85 مليار دينار. إن هذه التطورات جاءت معاكسة لتلك المسجلة فيما يخص معدلات النمو المحققة، إذ في سنة 2001 (أفضل معدل نمو الـ FDI 180.33%) سجل معدل نمو أدنى مستويات له خلال هذه الفترة (2.7%) إلا أن نسبة الـ FDI

ولإظهار أثر تدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر على النمو الاقتصادي يمكن استعراض معدلات النمو المحققة خلال فترة الدراسة، واستعراض عدة مؤشرات توضح العلاقة بين إجمالي تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر إلى الجزائر ومعدلات نموه، ونسبته من إجمالي الناتج المحلي، بالإضافة إلى تطورات حجم الاستثمار كنسبة من إجمالي الناتج الداخلي (GDP).

ويستعرض الجدول الموضح في الصفحة الموالية مختلف هذه المؤشرات.

الجدول رقم (8):

العلاقة بين إجمالي تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر والنمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفترة (1994-2005).

	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994
الناتج الداخلي الخام (مليار دج)	1999	6127	5364	4346	4261	4124	3238	2830	2780	2570	2005	1487
معدل النمو الاقتصادي (%)	5.1	5.2	6.9	4.7	2.7	2.2	3.2	5.1	1.1	4.1	3.8	-
تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر (مليار دج)	70.31	65.55	49.06	84.85	92.4	32.96	33.75	29.43	14.99	14.78	00	-
معدل نمو الاستثمار الأجنبي المباشر (%)	24.79	29.53	42.18	8.17	180.33	2.34	33.75	96.33	1.42	-	-	-
نسبة الـ FDI من الـ GDP	1.05	1.03	0.93	1.86	2.16	0.79	1.04	1.04	0.53	0.57	-	-
حجم الاستثمار تراكم خام GDP/	23.9	24.1	24.0	24.4	22.7	20.7	24.4	-	-	-	-	-

(*) القيم محولة من الدولار الأمريكي إلى الدينار الجزائري على أساس متوسط سعر الصرف في كل سنة.

... تشير إلى عدم توفر البيانات في السنة المذكورة.
المعطى من إعداد الباحث بالاعتماد على إحصائيات محصل عليها من وزارة المالية.

(**) FDI : Foreign Direct Investment (الاستثمار الأجنبي المباشر)

الجدول رقم (6):

العام	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999
النمو الإجمالي (%)	5.1	5.2	6.9	4.7	2.7	2.2	3.2
المحروقات (%)	5.1	6.2	6.0	5.3	5.4	1.2	2.4
الزراعة (%)	5.1	3.3	8.8	3.7	1.6	4.9	6.1
الصناعة (%)	1.9	3.1	19.7	1.3	13.2	0.5	2.7
البناء (%)	3.3	2.6	1.5	2.9	2.0	1.2	1.6
الخدمات (%)	7.1	8.0	5.5	8.2	2.8	5.1	1.4
المحروقات (%)	6.2	7.7	4.2	5.3	6.0	2.1	3.5

المصدر: وزارة المالية " المؤشرات الاقتصادية للجزائر للفترة 1999-2005 ".

ولتسليط الضوء أكثر على أداء النمو يستعرض الجدول الموالي الهيكل القطاعي للقيمة المضافة، ويتبين من خلال تحليل الجدول الدور الذي يلعبه قطاع المحروقات في تكوين الناتج الداخلي الخام، وبالتالي اثاره على معدلات النمو الاقتصادي المحققة خلال الفترة الأخيرة، وباعتبار هذا القطاع أكبر قطاع مسقطب للاستثمار الأجنبي المباشر، فحجم التدفقات المسجلة فيه لها دور كبير على أداء القطاع ومعدلات نموه وبالتالي أداء النمو الاقتصادي الإجمالي في الجزائر.

الجدول رقم (7):

الهيكل القطاعي للقيمة المضافة (%)	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999
الزراعة	9.3	11.4	12.0	11.4	11.8	10.1	13.5
المحروقات	52.5	45.9	43.4	40.3	41.4	47.1	34.3
الصناعة	6.2	7.3	8.0	8.9	9.0	8.5	10.4
البناء	8.8	9.9	10.3	11.2	10.3	9.8	11.8
الخدمات	23.1	25.5	26.3	28.3	27.5	24.6	29.6

المصدر: وزارة المالية " المؤشرات الاقتصادية للجزائر للفترة 1999-2005 ".

تسعى الجزائر إلى جذب المزيد من الاستثمار الأجنبي المباشر للاستثمار الأجنبي المباشر خلال الفترة القادمة خاصة في ظل البرامج المعان عليها والخاصة بدعم النمو الاقتصادي للفترة (2005-2009).

وقد سجلت الجزائر معدلات نمو إيجابية خلال السنوات الأخيرة (2002-2005) - بعد فترة من الانكماش الاقتصادي والنمو المتدني خلال عقد التسعينيات من القرن الماضي - والتي يمكن إرجاعها بشكل أساسي إلى الطفرة المسجلة في أسعار النفط في الأسواق الدولية الذي انعكس إيجاباً على أداء الاقتصاد الجزائري، بالإضافة إلى تحسن مؤشرات أداء الاقتصاد الكلي الناتجة عن تطبيق إصلاحات واسعة النطاق في إطار برنامج التعديل الهيكلي، وكذا تحسن مؤشرات القطاع الزراعي الذي سجل معدلات نمو إيجابية بلغت 19.5% عام 2003، وذلك راجع لعدة عوامل، ومن بين هذه العوامل نذكر مثلاً غزارة الأمطار الاستثنائية التي عرفتها الجزائر في تلك السنة والتي كان لها أثار إيجابية على الزراعة وقطاع الأغذية الفلاحية، ووضع الاقتصاد العالمي الذي كان جد إيجابي للجزائر من خلال أسعار البنزول المرتفعة حيث بلغ 28.89 دولار للبرميل سنة 2003، و38.63 دولار سنة 2004، و54.54 دولار سنة 2005، وقد عرفت الجزائر فائضا ماليا لا سابق له في هذه السنوات، وهذا ما سمح ببيع مخططين للإعاش الاقتصادي الأول عام 2001 بمبلغ 7 مليار دولار، والثاني عام 2005 بمبلغ 55 مليار دولار، لذا فإن تسريع النمو الاقتصادي الذي تعرفه الجزائر حاليا لا يستطیع أن يكون نمو دائم لأنه لا يركز على الشركات المحلية، وإنجاح الحصول على نمو اقتصادي مرضي ودائم لا بد من التأثير على الطلب وعلى شكل عرض الاقتصاد الوطني خاصة بتشجيع الإنتاج الوطني.

ويعكس الجدول رقم (6) تطور حجم الناتج الداخلي الخام ومعدلات نموه حسب القطاعات خلال الفترة (1999-2005).

Abdelhak LAMIRI, Crise de l'économie Algérienne, les presses d'Alger, mars 1999, p: (235-242).

* GDP: Gross Domestic Product (الناتج الداخلي الخام).

نسب تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر للجزائر مقارنة بالمناطق الأخرى.

الوحدة (%)

المنطقة/السنوات	متوسط (1999-2000)	2000	2001	2002	2003	2004	2005
العالم	0.057	0.0311	0.143	0.172	0.113	0.1241	0.118
الاقتصادات النامية	0.0828	0.164	0.54	0.65	0.36	0.320	0.323
إفريقيا	1.442	4.56	5.98	8.2	3.425	5.13	3.52
الدول العربية	7.63	15.64	19.29	24.76	7.54

المصدر: من إعداد الباحث بالاعتماد على بيانات الجدول رقم (4).

نلاحظ من بيانات الجدول السابق أن تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر للجزائر يتراوح ما بين 0.0311 % و 0.172 % مقارنة بدول العالم، ومابين 0.0828 % و 0.65 % مقارنة بالدول النامية وهي نسبة قليلة جدا وذلك لكثرة الاقتصادات المنضمة إلى هذه المجموعة حيث تشمل أكثر من مئة دولة، ورغم ضآلة هذه النسبة إلا أنها في تزايد مستمر خلال فترة الدراسة، ونلاحظ أيضا أن نسبة تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر للجزائر مقارنة باقتصادات إفريقيا تتراوح بين 1.442 % و 5.98 % فهي أيضا قليلة لكبر عدد الدول التي تضمها هذه المجموعة، وهذه النسب في حالة تذبذب، وبالمقارنة بالدول العربية نجد أن النسب تتراوح ما بين 7.54 % و 24.76 % وهي نسب لا بأس بها على العموم.

3. تحليل أثر الاستثمار الأجنبي المباشر على النمو الاقتصادي في الجزائر خلال فترة الدراسة

توجد في أدبيات البحث العديد من المقالات التي تربط بين تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر والنمو الاقتصادي، أهم هذه المجالات ما يعرف بنظرية النمو الداخلي، والتي بينت وجود علاقة ترابط بين المتغيرين من خلال الآثار التي يتركها الاستثمار الأجنبي المباشر على الإنتاجية، يتم ذلك عن طريق زيادة إنتاجية الشركات المحلية وذلك باستخدامها لتقنية متطورة تمكّنها من منافسة الشركات الأجنبية أو زيادة الإنتاجية بعامل التقليد والمحاكاة وغيرها من الطرق.

أحمد الشورجي، أثر الاستثمار الأجنبي المباشر على النمو الاقتصادي لدول MENA، مداخل في الملتقى العلمي الدولي الثاني حول إشكالية النمو الاقتصادي في دول MENA، 14-15 نوفمبر 2005، فندق الأوراسي الجزائر، ص: 15.

تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر لبعض المناطق (1994-2005).

الوحدة (مليار دولار)

المنطقة/السنوات	متوسط (1994-1999)	2000	2001	2002	2003	2004	2005
العالم	548.1	1409.6	832.2	617.7	557.9	710.8	710.8
الاقتصادات النامية	166.4	266.8	221.4	163.6	175.1	275.0	275.0
إفريقيا	9.5	9.6	20.0	13.0	18.513	17.199	17.199
الدول العربية	4.15	2.8	6.2	4.3	8.4
الجزائر	0.317	0.438	1.196	1.065	0.634	0.882	0.882

المصدر: تقرير الاستثمار العالمي 2006، الاستثمار الأجنبي المباشر الوارد من الاقتصادات النامية والانتقالية وأثره على التنمية، هيئة الأمم، جنيف نونبرك 2006، ص: 2.

أما بيانات الجزائر فمن الجدول رقم (1)، (نشر في الجدول لعدم توفر البيانات).

نلاحظ من خلال هذه البيانات وجود تذبذب في تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر على المستوى العالمي سجل عام 2000 أعلى تدفق حيث بلغ 1409.6 مليار دولار، وبالنسبة للاقتصادات النامية سجل عام 2002 أدنى مستويات تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر بينما سجل عام 2005 أعلى قيمة لهذا التدفق حيث بلغ 334.3 مليار دولار، أما بالنسبة لإفريقيا فإن سنة 2005 هي أفضل سنة حيث بلغ التدفق فيها 30.672 مليار دولار، وتعتبر سنة 2005 أفضل من سنة 2004 بالنسبة للعالم ككل، والاقتصادات النامية وإفريقيا، أما بالنسبة للجزائر فسنة 2001 هي الأفضل خلال فترة الدراسة، وفي محاولة الربط بين تدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر بين المناطق المختلفة خلال الفترة (1994-2005) بالنسب المئوية، نورد فيما يلي البيانات التالية:

ويتبين من خلال الجدول أعلاه أن الصناعة لها الحصة الكبيرة من المشاريع الاستثمارية بحوالي 322 مشروع بقيمة تقدر بـ 229407 مليون دج، ويليه قطاع الخدمات بحوالي 87 مشروع بقيمة 36348 مليون دج، أما المرتبة الثالثة فعاتد لقطاع البناء والأشغال العمومية حيث بلغ عدد المشاريع فيه حوالي 54 مشروع بقيمة 19799 مليون دج، في حين بقيت قطاعات أخرى ضعيفة لم تستقطب عددا كبيرا من المشاريع، الاستثمارية كقطاع الصحة بـ 4 مشاريع والنقل بـ 12 مشروع، والاتصالات 4 مشاريع، وعرف قطاع الاتصال وتكنولوجيا الإعلام تحول نوعي في السنوات الأخيرة رغم المعدل الضعيف لتدفق الاستثمار الأجنبي المباشر في هذا القطاع مقارنة مع زيادة الطلب، فبالنسبة لـ 30 مليون جزائري وفرت حوالي 2.6 مليون خط ثابت بكثافة 6 % سنة 2002 و10.2% في سبتمبر 2003، حيث أن هذا المعدل في الدول المتقدمة يصل إلى 120%.

وقد تم إصلاح هذا القطاع من خلال قانون البريد والاتصالات السلكية واللاسلكية سنة 2000 والذي فتح المنافسة في مجال الهاتف النقال (بيع الرخصة الثانية لشركة أوراسكوم المصرية والرخصة الثالثة للشركة الكويتية للاتصالات).¹

وفي ميدان السياحة تشير الأرقام أن عدد المشاريع السياحية العربية في الجزائر بلغت في سنة 2001 أكثر من 683 مشروع تصل إلى 2,85 مليون دولار، أما القطاعات الأخرى كالزراعة والصحة فلا زالت دون المستوى حيث يجب العمل على تكثيف الشراكة فيها مع عدم الاكتفاء بالنوايا فقط، إضافة إلى تسويق الفرص المتوفرة عليها.

4.2. مقارنة تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر للجزائر ببعض المناطق الأخرى في العالم

لمعرفة ما إذا كان التحسن الذي طرأ على تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر للجزائر هو ظاهرة عالمية شملت جميع مناطق العالم والمجموعات التي تنتمي لها الجزائر، نقوم بمقارنة أداء الجزائر في جذب الاستثمار مع بقية دول العالم، والجدول رقم (4) يوضح ذلك.

¹ www.unctad.org

تعد مصر أهم مستثمر أجنبي في الجزائر خارج قطاع المحروقات وذلك بأزيد من 2902.25 مليون دولار بعد دخول شركة أوراسكوم حيث استثمرت في مجال الاتصالات تحت اسم *Djezzy* سنة 2001، أما الاسمنت ACC في مارس 2004، أما المستثمر الثاني في ديسمبر 2004 بمبلغ 1150.825 مليون دولار وذلك بعد دخول الوطنية للاتصالات بـ 426.4 مليون دولار، ثم فرنسا بمبلغ 339.183 مليون دولار وذلك من قبل شركة DANONE...، أما المرتبة الخامسة فجاءت ليبيا بـ 252.785 مليون دولار، وتعد الولايات المتحدة الأمريكية المستثمر الأجنبي السادس بمبلغ 236.366 مليون دولار واستثمرت في قطاع الكيمياء والصيولة *Pfizer*، وفي المرتبة السادسة جاءت السعودية بـ 214.903 مليون دولار، تلتها الصين بمبلغ 210.548 مليون دولار، ثم الهند بمبلغ 177.294 مليون دولار، وفي المرتبة الأخيرة جاءت هولندا بمبلغ 174.057 مليون دولار.

3.2. تدفق الاستثمار الأجنبي المباشر خارج المحروقات لا يزال الاستثمار الأجنبي المباشر في القطاعات غير النفطية محدودا، وذلك رغم الفرص والمؤهلات التي يتمتع بها كل قطاع سواء الزراعة، الخدمات، السياحة، الصناعة وغيرها حيث لم تتعد المشاريع الاستثمارية المجمعة الـ 502 مشروع استثماري منذ سنة 2000 والجدول المبين في الصفحة الموالية يوضح ذلك.

الجدول رقم (3):

توزيع مشاريع الاستثمار الأجنبي المباشر المصرح بها لدى الوكالة الوطنية لترقية الاستثمار خارج قطاع المحروقات للفترة (2000-2005).

القطاع	عدد المشاريع	النسبة (%)	المبلغ مليون دينار	النسبة (%)
الزراعة	10	2	2110	0.37
البناء والأشغال العمومية	54	10.75	19799	3.5
الصناعة	322	64.14	229407	40.3
الصحة	4	0.8	891	0.15
النقل	12	2.4	1624	0.28
السياحة	9	1.8	14685	2.9
الخدمات	87	17.31	36348	6.42
الاتصالات	4	0.8	260627	46.08
المجموع	502	100	365491	100

Source: ANDI, bilan statistique des déclarations d'investissement, 2006, p:26.